politiques d'un pays, d'une commune, d'un quartier – notamment celles qui les concernent – paraît indispensable. Une personne dite en difficulté n'est pas seulement un sujet à prendre en compte, un acteur à promouvoir, mais aussi un citoyen.

Bien sûr, il ne s'agit pas de tomber dans la démagogie. Souvent, au départ, seul le secours, l'assistance au sens classique pourra être mis en œuvre, mais on doit chercher à dépasser ce premier stade pour aller vers le partenariat avec les personnes pauvres, dont on sous-estime beaucoup trop les potentialités et dont on connaît mal les véritables besoins.

Agir pour la transformation sociale

L'axe de l'action pour la justice suppose d'abord de revoir notre connaissance des phénomènes d'exclusion et de pauvreté pour mieux en repérer les causes, puis de lutter pour enraceriner l'économie et la démocratie dans la solidarité.

On met trop souvent le terme « exclusion » à toutes les sauces, alors qu'il nous faut bien distinguer trois concepts différents :

– la situation de précarité est caractérisée par le caractère incertain, aléatoire ou irrégulier des ressources (CDD, intérim, chômage, maladie, etc.) et par la fragilité qui résulte de cette insécurité dans la vie quotidienne, familiale et sociale.

– la notion de pauvreté se réfère à la participation des individus à l'activité économique et à la distribution des revenus. Elle renvoie à une analyse des inégalités sociales.

– la situation d'exclusion concentre les effets extrêmes de la précarité ou de la pauvreté quand elle « *affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible* »³. Elle se caractérise par la simultanéité de trois dimensions : un cumul de privations (d'emploi, de revenu, de droits...), une rupture des liens sociaux, un rapport social symbolique négatif (honte, stigmatisation...).

En France, le taux de pauvreté a considérablement baissé depuis de nombreuses années (il est estimé à environ 6%) mais la précarité et l'exclusion – au sens de rapport social symbolique négatif et de rupture des liens sociaux – se sont exacerbées. N'est-ce pas ce qui risque de se passer au niveau mondial avec les *Objectifs du millénaire pour le dévelop-*

pement qui visent à réduire de moitié d'ici 2015 la population vivant avec moins d'un dollar par jour ? Des millions de personnes ne seront peut-être plus pauvres mais, chassées de leur milieu naturel, ayant perdu leurs solidarités traditionnelles, elles risquent de vivre une misère psychologique et spirituelle. On aura peut-être satisfait leurs besoins économiques mais pas leurs « *besoins de l'âme* »⁴.

D'où la nécessité, en ce domaine aussi, d'écouter les personnes pauvres et de valoriser leur connaissance des réalités, leur « savoir de l'expérience ». Pas mal d'expériences existent, à la suite d'ATD-Quart monde en France⁵ et d'EAPN⁶ en Europe, pour promouvoir ce qu'on appelle le « connaître avec » et le « croisement des connaissances ». Il ne s'agit pas simplement de recueillir le témoignage des plus pauvres, mais de les aider à développer leurs propres analyses en les confrontant à celles d'autres acteurs et de chercheurs. C'est de cette manière que la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE) de Rhône-Alpes élabore chaque année son dossier sur l'exclusion et qu'elle a conçu, en lien avec EAPN, des indicateurs d'évaluation des politiques publiques qui prennent en compte le vécu des personnes pauvres et qui « *fassent sens* » pour elles⁷.

Un autre mode de développement

Dans son livre *Systems of Survival*⁸, Jane Jacobs distingue deux régimes de survie pour l'homme, qui correspondent à deux éthiques différentes – mais complémentaires. Le premier est celui du « gardien » : il s'agit de valoriser au maximum les potentialités de son territoire, en se protégeant éventuellement de l'extérieur. Le second est celui du « commerce » : la survie et le développement se réalisent par l'échange, par la circulation des hommes et des biens.

Or c'est, depuis une cinquantaine d'années, « l'éthique du commerce » qui est privilégiée dans notre monde et la mondialisation actuelle n'en est que l'aboutissement. Il faut certes en reconnaître les nombreux fruits, mais est-ce cependant une raison pour privilégier l'échange à tout va, dans tous les domaines, comme si cette stratégie de développement était exclusive de toute autre ?

Pour approfondir notre réflexion, il paraît utile de reprendre la typologie de Fernand Braudel, qu'a réactualisée François-Xavier Verschave⁹. Traditionnellement, la « maison » de l'économie se compose de trois niveaux :

– le rez-de-chaussée, que Braudel appelle « *l'économie de subsistance* ». C'est l'économie domestique et non-

marchande qui permet à une famille, à un village, à un pays, de franchir le cap de la survie.

- le premier étage est celui de l'économie de marché locale ; l'échange se réalise sur une zone limitée, avec des règles du jeu formalisées.

- le second étage est celui de « l'échange au loin », de « l'économie-monde ».

Or, cette « maison » de l'économie apparaît actuellement de plus en plus déséquilibrée. Le rez-de-chaussée se rétrécit avec la marchandisation de l'économie, et l'économie de marché locale est de plus en plus menacée par l'ouverture des frontières et le jeu des multinationales. On en voit la manifestation aussi bien dans un continent comme l'Afrique, où tant de populations ont perdu leur autonomie vivrière à cause des multinationales, que dans nos banlieues défavorisées qui ont vu disparaître toute activité économique, même non marchande.

Plus grave peut-être encore : l'économie-monde est dominante aussi « dans les têtes », en particulier en Europe (cf. la directive Bolkestein) : les critères de compétitivité et de productivité se retrouvent appliqués dans des secteurs comme la distribution où il n'y a pourtant pas de concurrence internationale. D'où la disparition du petit commerce, notamment dans des zones (rurales et suburbaines) qui en auraient pourtant bien besoin pour contribuer à tisser du lien social.

On peut alors se poser la question : une telle primauté accordée d'une part à l'échange sur le développement, d'autre part à la compétition internationale sur l'économie locale est-elle raisonnable ? N'avons-nous pas besoin d'une économie « enracinée », enracinée dans un terroir, dans une communauté de personnes ; d'une économie qui soit moins anonyme et qui permette à chacun, là où il vit, de s'incarner dans le travail ? L'économie actuelle paraît au contraire très lointaine, comme étrangère aux hommes. Tout cela pour suivre une « loi » des avantages comparatifs¹⁰ qui devient perverse, si elle finit par détruire le tissu social et la dignité fondamentale que chaque homme peut acquérir en vivant de son travail, si en définitive elle ne bénéficie qu'aux plus forts et aggrave les inégalités.

Lutter contre la pauvreté suppose donc d'agir contre ses causes fondamentales (la marchandisation de l'économie, le primat de la compétition...) et de promouvoir, au niveau mondial mais aussi européen, un mode de développement plus équilibré. C'est dans cette perspective que des associations comme le Secours catholique, le CCFD ou ATD-Quart monde participent aux Forums sociaux mondiaux. Elles y expriment en particulier le souci que les plus pauvres

ne soient pas, encore une fois, oubliés dans les orientations qui y sont débattues.

Enraciner la démocratie

Le même raisonnement peut être tenu, selon Verschave, en ce qui concerne la démocratie. Le malaise politique que nous ressentons provient d'une hypertrophie du sommet dont nous attendons trop et de son ancrage insuffisant dans le « premier étage » - celui de la démocratie locale et, plus généralement, des corps intermédiaires - et dans le « rez-de-chaussée » - celui de la famille, mais aussi du quartier. La démocratie locale, elle-même trop formelle, a besoin d'être régénérée par son « terreau » que sont les habitants, pour que se recrée du « lien civil ». Mais comment prendre en compte les plus pauvres dans la mise en œuvre d'une démocratie plus participative ?

Au niveau local, des espaces publics nouveaux sont nécessaires pour donner aux populations les plus en marge une « validation citoyenne », par exemple dans les conseils de développement, dans les communautés de communes. Dans les institutions sociales, notamment le service public de l'emploi, les centres d'hébergement, les CCAS¹¹, il serait temps d'organiser - comme y incitait la loi contre les exclusions de 1998 - une représentation des usagers. Enfin, dans l'entreprise, une relance de la démocratie - en panne depuis quelques années - apparaît d'autant plus indispensable que le nombre de travailleurs précaires s'est accru et qu'ils n'y sont guère pris en compte : il convient de sensibiliser les chefs d'entreprise et les syndicats à cet égard.

Du côté des pouvoirs publics, c'est en définitive une nouvelle « gouvernance » qu'implique la lutte contre l'exclusion, et cela en France comme au niveau mondial. Ils doivent s'engager, d'une part à prendre davantage en compte la société civile, mais d'autre part à doter celle-ci de moyens en formation, information, animation pour qu'elle reconnaisse les plus pauvres en tant qu'acteurs et citoyens, et se fasse davantage l'écho de leur vécu et de leurs besoins dans les différentes instances de décision. Faute de cet « investissement intellectuel » fondamental destiné à faire advenir ce saut démocratique, la lutte contre l'exclusion risque de rester marquée du sceau de l'impuissance.

Lutter
pauvret
de prom
niveau
mais
europ
mo
dévelo
plus é